

Soutien de l'AMF 29 aux agriculteurs bretons

Face à la crise majeure que vivent les agriculteurs depuis des mois, particulièrement marquée dans les filières de l'élevage, l'association des maires et présidents d'EPCI du Finistère (AMF 29) souhaite rappeler sa profonde inquiétude pour le devenir de ce secteur économique clé pour la Bretagne, et témoigner de son soutien aux producteurs en grande difficulté économique et sociale. Pour les élus locaux, la seule issue est une mobilisation urgente et collective de tous, dans le respect de l'intérêt général, et sans débordements de violence. Nous ne referons pas l'histoire de l'agriculture bretonne : les raisons et responsabilités de cette crise sont connues et il nous faut aujourd'hui avancer ensemble. Avec quelles perspectives ? Celle de voir la fixation de prix permettant aux agriculteurs de vivre de leur travail. Celle d'un réexamen des charges fiscales, sociales et environnementales qui pèsent sur les exploitations agricoles françaises, bien plus lourdement que sur nos voisins européens. Celle d'un arrêt de la surenchère réglementaire vécue par les producteurs comme intenable, voire harcelante. Celle d'une réflexion urgente sur la question de la traçabilité de la production, cette mention d'origine sur les produits frais ou transformés qui permettrait aux consommateurs de soutenir leur Région. Celle de ne pas voir s'écrouler toute une filière entraînant derrière elle des milliers d'emplois induits.

Au pied du mur en ce début 2016, les propositions en réponse à toutes ces questions doivent être structurelles et garantir l'avenir de nos territoires ruraux, mais dans l'immédiat, la détresse des exploitations les plus touchées doit faire l'objet d'aides conjoncturelles. Il nous faut éviter de nouveaux drames humains. Les élus locaux, témoins de cette détresse humaine, tirent ici la sonnette d'alarme. Pour que l'agriculture puisse enfin sortir de cette crise, pour continuer de faire vivre le moteur agricole et agroalimentaire de nos territoires bretons, l'AMF 29 en appelle à l'esprit de responsabilité de tous : Union européenne, Etat français, producteurs, abatteurs, transformateurs, distributeurs, collectivités et consommateurs. Il nous faut aujourd'hui ranger les individualismes, et remettre ce dossier au cœur du débat régional, national et européen.

[Communiqué disponible en pdf >>>](#)